



DÉCLARATION LIMINAIRE DU CHS-CT DU 27 MAI 2020

Après avoir entendu pendant plusieurs semaines le message du gouvernement nous intimant de rester chez nous pour sauver des vies, voici depuis le 11 mai un nouveau message qui nous informe qu'il est primordial de reprendre le travail pour sauver l'économie !

Nous sommes bien conscients qu'il est nécessaire de reprendre l'activité économique de notre pays mais il est essentiel que cette reprise ne se fasse pas au détriment de la santé. Or, depuis le 11 mai il est évident que l'économie prime la santé.

Face au coronavirus notre gouvernement est dépassé. Ce que l'on nous présentait au début comme une simple grippe s'est vite avéré un virus contagieux et mortel. Notre pays, 7ème puissance mondiale, faut-il le rappeler, n'était pas en mesure de se battre. Le Président n'a pas hésité à parler de guerre mais force est de constater qu'il ne nous a pas fourni les armes !

Depuis des années la CGT se bat aux côtés des soignants et des citoyens pour alerter les gouvernements successifs du drame qui se joue à l'hôpital public. Cette crise sanitaire a révélé les dangers d'une politique ayant pour seul objectif la réduction des dépenses.

Les Français ont découvert avec stupeur l'état de l'hôpital : manque de moyens humains, manque de matériel, manque de capacité d'accueil au point qu'il a fallu condamner la population à un confinement de 8 semaines.

Les soignants doivent affronter le virus au péril de leur vie par manque d'équipements. Certains sont obligés d'utiliser des sacs poubelle en guise de blouse. Nous ne pensons pas que des applaudissements et des médailles pourront leur faire oublier les conditions déplorables dans lesquelles ils doivent affronter cette crise. Et que dire du nombre de décès dans les EHPAD ?

Qui aurait pu imaginer une telle situation dans un pays européen au XXIème siècle !

Ce modèle économique mondial que nous subissons depuis des années démontre son absurdité. La recherche du profit à tout prix, la libéralisation à outrance, la casse des services publics viennent de faire la preuve de leurs limites.

La gestion de la crise sanitaire par nos gouvernants ne nous met pas en confiance. Après avoir assuré que ce virus n'était pas plus dangereux qu'une grippe, on nous a menti sur l'utilité du port du masque. Dans chaque ville et village des couturières se sont mises à l'ouvrage pour subvenir aux besoins. À ce jour, les masques FFP2 (seuls masques de protection reconnus par le code du travail) ne

sont toujours pas disponibles pour la population. Quant aux tests, ils sont effectués uniquement en cas de suspicion et ne sont pas généralisés. Le nouveau message du gouvernement nous assure que dans 9 cas sur 10, les décès dus au Covid19, concernent les personnes de plus de 65 ans. Mais, après des semaines d'informations et de contre-informations, il ne nous est pas possible de faire confiance au gouvernement.

Le retour dans les services ne se fait pas aisément après 8 semaines de confinement même si certains d'entre nous ont exercé des missions prioritaires en présentiel depuis le début de la crise sanitaire.

De plus, le vol annoncé de nos congés et RTT sous couvert de solidarité et d'équité nous laisse un goût amer.

Et que dire des parents d'enfants qui ne peuvent plus bénéficier d'autorisations spéciales d'absence à compter du 2 juin et qui vont devoir renvoyer leurs enfants à l'école ou au collège ? Sont-ils sereins alors que depuis le déconfinement des foyers de contamination sont apparus et que 50 établissements scolaires ont dû fermer leurs portes ?

Cette situation particulière a généré un nouveau type de risques psycho-sociaux. Il appartient à ce CHS-CT de les prendre en compte.

C'est dans ce contexte que le Plan de Reprise de l'Activité, s'il est encore d'actualité au vu du retour massif dans les services, se fait à marche forcée au détriment de la sécurité sanitaire des agents, après un simulacre de CHS-CT sans avis et sans visites de services par leurs représentants avant sa mise en place.

Nous demandons qu'un maximum de missions soient effectuées en télétravail et que le nombre d'agents en présentiel soit limité au strict minimum.

Limiter le présentiel est le seul moyen de préserver la santé des agents.

La CGT vous demande une fois de plus de communiquer la déclinaison locale du PRA et ses ajustements.

Celui-ci aurait dû être débattu lors d'une réunion institutionnelle du CHS-CT et faire l'objet d'une communication aux représentants élus en CTL.

La CGT est attachée aux règles, Monsieur le Président, et vous ne pouvez vous en affranchir ! Le CHS-CT ne peut se réduire à une chambre d'enregistrement.

Mais, Monsieur le Président, il n'est jamais trop tard pour bien faire !

Les représentants des personnels ont leur mot à dire, **la santé des agents constitue toujours une priorité absolue pour la CGT.**

La CGT Finances Publiques de Vaucluse sera plus que jamais vigilante afin que la santé des agents soit, et reste, la priorité. Il ne faut pas oublier que le virus est toujours présent.

Nous vous rappelons notre demande du 6 mai concernant la mise à jour du document unique d'évaluation des risques professionnels en tenant compte du risque lié au Covid19.

Enfin, la CGT Finances Publiques de Vaucluse vous rappelle sa demande de l'abandon de toutes les contre réformes en cours et particulièrement le nouveau réseau de proximité.